Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 18 DECEMBRE 1979 - N° 1016 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

## La fusée Ariane: deuxième essai fin décembre

Le lancement de la fusée Ariane était prévu pour samedi. Elle n'est pas partie, l'ordinateur ayant décelé une anomalie au niveau des moteurs du premier étage. Un nouvel essai aura lieu fin décembre, après vérifications. Quatre essais étaient prévus pour ce lancement et il en faudrait deux réussis pour que du point de vue commercial Ariane garde toutes ses chances...

LIRE NOS INFORMATIONS EN PAGE 4
ET NOTRE DOSSIER EN PAGE 2

## Désarmement : le PCF redécouvre l'union au sommet

**Pour la première fois depuis l'échec de la gauche aux élections, le PCF prend l'initiative de proposer au PS une réunion au sommet. Ce type d'attitude était considéré jusqu'à présent comme *«génératrice d'illusions»*. Mais il s'agit d'un fait de politique internationale particulièrement important pour le PCF, puisqu'il touche aux menaces que fait planer le social-impérialisme sur la paix en Europe. Dans cette offensive, le PCF trouve un terrain favorable dans l'ambiguïté des propositions du PS sur la question. Le PCF va tenter d'organiser sur cette base des manifestations communes pour réclamer un traité de désarmement équilibré entre la France et l'URSS. Comme si les forces militaires d'un impérialisme secondaire pouvait se comparer à celles d'une superpuissance.**

## Tempête sur les côtes européennes

LIRE EN PAGE 8

### A l'occasion de la conférence de l'OPEP, une campagne d'intoxication

# La droite réutilise l'arme du pétrole

### pour nous faire admettre l'austérité

LIRE EN PAGE 8

Conférence de Caracas

## L'OPEP N'EST PAS UN «CLUB DE RICHES»

La réunion des ministres de l'OPEP, ouverte lundi à Caracas, revêt une importance particulière dans le contexte actuel. Une nouvelle campagne d'intoxication visant à faire passer les pays producteurs pour les responsables de la crise, bat son plein depuis plusieurs semaines. Si la question du réajustement du prix du pétrole ne manquera pas d'être abordée, Caracas marquera-t-il une étape dans le renforcement non seulement de l'unité des pays producteurs mais aussi de celle de l'ensemble du Tiers-Monde ?

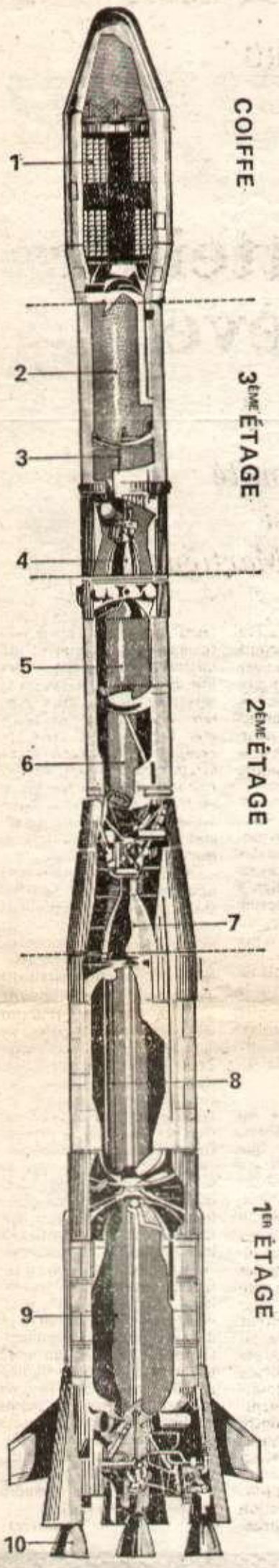
LIRE EN PAGE 6

## LA LOI SUR L'AVORTEMENT REPOUSSEE PAR LE SENAT

Dans la nuit de dimanche à lundi, les sénateurs ont rejeté le projet de loi réglementant l'interruption volontaire de grossesse. Le Sénat, dans un premier temps, avait amendé dans un sens restrictif le texte voté par l'Assemblée nationale : il prévoyait de ne reconduire la loi que pour cinq ans, et d'exclure tout «avortement de convenance».

Jugeant le nouveau texte trop restrictif, les sénateurs socialistes se sont abstenus sur le texte final, le PCF le votant en exprimant ses réserves, et le RPR se divisant. En fin de compte, le projet était repoussé par 113 voix contre 101.

Une commission mixte paritaire Assemblée-Sénat va tenter de proposer un nouveau texte commun aux deux assemblées.




# Ariane, l'Européenne

Par Michel BERTEL

**Ariane. La première fusée européenne, après l'échec du programme Europa - 2, qui a de sérieuses chances de concrétiser les espoirs européens en matière d'indépendance spatiale. Ariane ou un fabuleux marché de 300 milliards de francs. Ariane ou la place de l'Europe dans l'espace et toutes ses conséquences en matière de télécommunications, d'observations scientifiques et... d'applications militaire. Ariane ou un pari. Car les américains, de leur côté mettent au point une navette spatiale, concurrençant sérieusement le lanceur européen. Mais derrière cette *«conquête de l'espace par le Vieux Continent»*, il y a l'Europe. Et pour elle, le marché aux étoiles est désormais ouvert...**

**Toutefois le lancement qui devait se faire samedi n'a pas été un succès. Par suite d'un fonctionnement défectueux, la fusée n'est pas partie. (Voir nos informations page 4).**

*«Le lanceur a été développé, pour être fabriqué, utilisé, vendu»* précise H. Curien, le Président du CNES. Pourtant, lorsqu'en août 1973, dix pays européens* décidèrent de construire en commun le lanceur que la France proposait, remplaçant d'ailleurs son sigle de L3S par le nom mythologique d'Ariane, il n'était nullement évident que ce lanceur aurait un avenir commercial.

Car, sur le sol américain, la Nasa (agence spatiale US) annonçait sa décision de construire une navette spatiale, avec les mêmes caractéristiques qu'Ariane, mais à un coût et avec des performances concurrentielles.

Pourquoi cette décision européenne ? Pour un certain nombre de pays d'Europe, Ariane était un lanceur de «dissuasion» : ne voulant pas subir des pressions politiques ou commerciales trop fortes, quand ces pays voudraient utiliser les vols de la navette spatiale américaine pour lancer leurs différents satellites, cette dizaine de pays européens entendait disposer avec Ariane d'une solution de rechange. Un lanceur, capable de satelliser un grand nombre d'engins de télécommunications ou d'expérimentations scientifiques, construit par les Européens, sans aucun recours à la technologie US, avait effectivement l'immense avantage de *«briser le trop contraignant monopole américain»*. Mais pour quoi «briser» ce monopole ? Revenons quelques années en arrière. Les satellites *Symphonie*, premiers systèmes de télécommunications européens, avaient été lancés par les Américains. On imagine les *«conditions contraignantes»* imposées par les USA à ces lancements, pour s'arroger un droit de regard sur l'utilisation des satellites. D'autant plus que la plupart des pays européens et du Tiers-Monde comptaient développer leurs systèmes de télécommunications spatiales, afin de se donner les moyens, lors de la redistribution mondiale des ondes, de se réserver une part des fréquences d'émission. Et là aussi, il fallait «briser le monopole US» pour disposer de ces fréquences mondiales.

Un gigantesque marché potentiel s'ouvrait alors : outre la couverture des besoins européens,

*La salle de contrôle du centre aérospatial de Kourou.*

Ariane permettait de lancer des satellites contruits par des pays du Tiers-Monde, ces derniers préférant un lanceur européen, plutôt qu'US, pour les mêmes raisons qui ont poussé les Européens à se doter d'une fusée indépendante.

Si à l'été 1974 le sort d'Ariane semblait compromis, la décision est finalement prise en octobre 1974. De son côté, la navette spatiale américaine connaissait certains ennuis techniques et ces incidents ont fait douter de sa fiabilité. C'était donner des chances supplémentaires à Ariane : dès lors, les responsables du programme de l'Agence spatiale européenne surmontèrent peu à peu les incertitudes budgétaires (certains pays europeens, comme l'Italie, s'investissent peu dans le financement d'Ariane) et les difficultés techniques : le premier essai de vol d'Ariane était prévu pour la fin de l'année 1979.

Aujourd'hui, comment peut-on apprécier l'avenir d'Ariane ?

Techniquement, l'avenir est assuré. Par exemple, le troisième étage d'Ariane, contrairement aux deux premiers qui font appel à une technologie ancienne, est d'une conception nouvelle, qui certes doit faire ses preuves, mais qui recèle de hautes performances.

Par contre politiquement et économiquement, des incertitudes demeurent. Bien sûr, les multiples déboires de la navette américaine, dont le coût s'enfle démeusurément et dont les essais ont été reculés en septembre 1981 (avec deux ans de retard), sont favorables au lanceur européen. D'ailleurs, quelques clients de la navette US ont pris discrètement des contacts avec les responsables d'Ariane au cas où... Mais il est évident que les Américains ont les moyens de rattraper le retard qu'ils ont pris, et de fabriquer leur lanceur à un coût concurrentiel. Mais ce n'est pas là le plus important. En effet, les USA possèdent de puissants moyens de pression. Il n'est pas exclus, par exemple, que la navette US trouve un client en Europe même, notamment un satellite de télévision directe que la RFA compte construire cette année. Et sur l'ensemble des satellites lancés par les pays du Tiers-Monde, il est difficile de cerner aujourd'hui ceux qui échapperont à l'emprise US. Ceci étant dit, rappelons-le, un lanceur européen du type d'Ariane représente un marché considérable que les responsables européens ne sont pas décidés à perdre en partie. L'option prise par les pays arabes pour le lancement de leur satellite Arabsat à l'aide d'Ariane, est une donnée importante. De plus, de l'avis des spécialistes, dans certains domaines (météorologie, étude des ressources terrestres,...) le lanceur Ariane parait beaucoup mieux adapté.

Nous l'avons dit, Ariane est un enjeu important pour les pays européens. Un responsable du CNES le souligne :*«Cet engagement politique correspond à une nécessité économique, naguère ressentie et maintenant démontrée.»*.

** Il s'agit de la France (63,9% de participation), l'Allemagne (20,1%), la Belgique (5%), le Danemark (0,5%), l'Espagne (2%), la Hollande (2%), l'Italie (1,74%), le Royaume-Uni (5%), la Suède (1,1%), la Suisse (1,2%). L'Irlande ne participe qu'au programme de production.*

## «Un enjeu politique, économique, militaire et culturel»

*« Dans un an, au terme de la campagne de tirs de qualification, le lanceur Ariane sera définitivement déclaré bon pour le service actif. Il assurera la satisfaction de nos propres besoins, très divers, français et européens. Mais dès maintenant, il nous permet non seulement de répondre aux appels de la clientèle, mais aussi d'assumer un rôle d'acteur de plein exercice sur la scène internationale dans la définition des règles du jeu de l'utilisation de l'espace. Un jeu nouveau, à gros enjeu, politique, économique, militaire et culturel. »* C'est ce que déclarait le 12 décembre dans *Le Monde* Hubert Curien, président du CNES (Centre national d'études spatiales). *« Assurer pleinement un rôle d'acteur sur la scène internationale »*, telle est effectivement la vocation du lanceur Ariane que lui ont donnée les pays européens. Et cela dans plusieurs domaines.

L'Agence spatiale européenne a d'ores et déjà autorisé le CNES français à commander les premiers éléments d'une série de cinq unités d'Ariane. A quoi serviront-elles ?

D'abord, et ce choix est d'importance, Ariane lancera vers 1982 un satellite international de communication, l'engin américain Intelsat 5. Ce marché a été arraché par l'Europe sur son rival américain, la navette de la NASA. Ce marché est significatif de la volonté des Européens d'être à la hauteur des demandes qui ne manqueront pas d'affluer en cas de réussite des vols d'essai d'Ariane.

Les autres fusées lanceront le satellite scientifique Exosat, les satellites européens de télécommunication ECS, les satellites français d'observation de la terre SPOT, dont l'un servira d'ailleurs à des observations militaires.

Examinons les prévisions des autres lancements sur la dizaine d'années : un ou deux satellites scientifiques, trois ou quatre de ressources terrestres, trois à cinq de météorologie, quatre de télécommunications européennes, trois de télécommunications maritimes, deux de télécommunications françaises, sept de télévision directe et trois ou quatre d'application militaire. Dans chacun de ces domaines, il est indéniable que ces satellites visent à assurer des moyens autonomes pour les pays européens et ainsi *« s'affranchir du poids du monopole US »*.

Voyons maintenant les projets français. Le premier vise à la mise en orbite géostationnaire d'un satellite de 900 kg qui permettrait de diffuser en 1982 de nouveaux programmes de télévision, sans passer par le relais de coûteux réémetteurs. Selon les experts, ce satellite pourrait être reçu par les simples particuliers, à l'aide d'une modification de leur poste récepteur (d'un prix de 1 500 à 2 000 F).

Le second projet se nomme Télécom 1. Il prévoit la mise en orbite dans un peu plus de trois ans d'un satellite de télécommunication de 400 kg. Il permettra à la France d'assurer des liaisons téléphoniques et la retransmission d'émissions télévisées à destination de l'Afrique.

Rappelons à cet égard qu'un tel satellite, en orbite géostationnaire (à 36 000 km de la terre) présente la caractéristique d'être fixe et donc, de couvrir en permanence un espace de la terre.

La Conférence administrative mondiale des télécommunications, tenue à Genève, il y a quelques semaines, a vu nombre de pays du Tiers-monde s'affronter aux USA, et dans une moindre mesure à l'URSS, pour cette redistribution des fréquences mondiales où les pays à technologie avancée en détiennent encore 90 %.

### Quelques caractéristiques...

Ce vol ne sera qu'un vol d'essai. Mais sa mission est proche de celle qui sera confiée plus tard aux lanceurs opérationnels : atteindre une orbite provisoire de 200 km de périgée et de 36 000 km d'apogée. Cette fois, Ariane n'emportera pas de satellite, mais une charge composée d'une capsule technologique destinée à assurer un certain nombre de mesures. Trois autres vols sont prévus, en mars, juin et octobre 1980, qui emporteront respectivement un satellite scientifique, un de météorologie et un destiné au guidage des navires.

Quelques caractéristiques d'Ariane : le premier étage mesure 18,4 m pour un diamètre de 3,8 m. Il pèse 160 tonnes dont 145 tonnes d'ergols contenus dans les réservoirs séparés (8 et 9 sur le schéma) et brulés dans quatre moteurs (10).

Le deuxième étage mesure 11,6 m, pése 38 tonnes et est équipé d'un moteur Vicking - 4 (7).

Le troisième étage fonctionne grâce à un moteur cryogénique (4) de 6 tonnes de poussée. L'ensemble pése 9,8 tonnes et fonctionnera pendant 570 secondes. L'ensemble de la fusée mesure 47,4 m de haut et se termine par la coiffe qui abrite le satellite pendant le vol (1).

## Chômage : 10,7% de plus en un an !

Les statistiques et données gouvernementales dans le domaine de l'emploi viennent d'être rendues publiques. Selon ces données, que l'on ne peut soupçonner d'assombrir la réalité, il y avait très exactement fin novembre 1 472 000 chômeurs, hommes et femmes. Cela revient à dire que le chômage en un an a augmenté de 10,7 % (il y a en effet 143 000 personnes en plus sans emploi par rapport au mois de novembre 1978).

Devant ces chiffres déjà pourtant fort parlants, Beullac a prétendu que le « marché de l'emploi est stable », ajoutant concrètement même qu'au mois d'octobre, le nombre des travailleurs sans emploi était de 1 479 882. Donc supérieur à ce qu'il est maintenant...

C'est évidemment oublier que cette baisse de 0,5 % environ est due comme chaque année à ce que l'on nomme les « variations saisonnières », laquelle variation l'année dernière avait d'ailleurs donné une baisse du chômage de 1 %. On n'atteint même pas ce chiffre ridicule. Mais surtout, l'essentiel n'est pas là mais bien dans ce chiffre scandaleux de près de 1 500 000 chômeurs et bien plus sûrement de 1 850 000 chômeurs (chiffre calculé suivant les critères plus complets du Bureau international du travail).

Quant aux offres d'emploi, toujours cette fois selon les chiffres de l'Agence nationale pour l'emploi, il y en a eu en novembre... 90 700 ! Et encore il faut souligner que ce chiffre qui marque une progression de 14,2 % en un an, comprend en fait les « emplois » créés par le pacte national pour l'emploi. Lesquels emplois comme on le sait n'en sont pas pour la plupart : ceux que proposent notamment le 3e pacte national comme les deux autres d'ailleurs sont, on le sait, des stages dit de formation ou pratiques de quelques semaines ou de quelques mois, sous payés et au bout desquels, bien souvent il faut retourner pointer à l'ANPE.

UNELEC

## L'occupation des locaux suspendue

La grève avait démarré le lundi 3 décembre à Unelec-Beaucourt (Territoire de Belfort). L'occupation des locaux et la séquestration des cadres qui avaient été motivés par le refus de la direction de payer l'intégralité de la prime de fin d'année aux travailleurs qui avaient participé à plusieurs journées de grève contre les licenciements. Au mois de mai, les travailleurs s'étaient mobilisés contre un plan de licenciement et de restructuration qui condamnait à plus ou moins long terme l'avenir de cette entreprise de 900 salariés, liée au groupe Alsthom et spécialisée dans la fabrication de moteurs électriques.. La fermeture des deux usines du groupe revenait à rayer Beaucourt de la carte.

Au-delà du manque à gagner, les travailleurs ont compris cette attaque comme une attaque contre le droit de grève. Ils ont voulu montrer leur refus d'accepter docilement les attaques du patron qui menacent leur emploi.

La direction a organisé le lundi 10 un vote de tous les employés y compris les cadres non touchés par le 13e mois, y compris les salariés de la deuxième usine non touchée par l'occupation. La CGT et la CFDT ont boycotté ce dernier vote qui fut favorable au « libre accès du travail ». Mardi 11 décembre, l'intersyndicale CGT-CFDT acceptait un compromis de la direction, lequel parlait d'un abaissement de 15 % sur les abattements des primes de fin d'année.

*Correspondant Montbéliard.*

## Licenciements à l'hôpital de Dourdan (Essonne)

La situation est très préoccupante pour le personnel de l'hôpital de Dourdan (Essonne). En effet, l'hôpital de Dourdan n'échappe pas à la règle d'application des mesures et circulaires d'austérité et de rentabilité qui frappent tous les hôpitaux. Dans un premier temps, la DDASS, c'est-à-dire la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, annonce dans le cadre des restrictions budgétaires 18 licenciements. D'autres menaces existent également : la suppression de postes et de lits. L'application des directives gouvernementales qui oblige les établissements à n'employer que 10 % d'auxiliaires par rapport aux titulaires, ce qui risque d'entrainer, là aussi, des licenciements dans toutes les catégories. Le déclassement administratif de l'hôpital, avec des conséquences : encore des licenciements chez les administratifs.

La popularisation se développe, des prises de positions en faveur du personnel, de médecins de l'hôpital même, du comité de défense de l'emploi, qui a déjà diffusé deux tracts, un à l'hôpital et un sur la ville, appelant la population à répondre aux initiatives de soutien. Le comité de défense de l'emploi se compose des Unions locales CGT et CFDT, du PS, du PSU, de « Prenons la parole », du PCML. Le PCF, lui, préfère faire cavalier seul, non pas qu'il ne fait rien, il appelle à la lutte et dénonce le rôle de FO patronale, ce qui est positif, mais là où il est critiquable, c'est qu'il ne cherche pas à créer l'unité la plus large avec toutes les forces qui luttent contre les licenciements. Cette ligne politique conduit à la division et au sectarisme.

Quant au sénateur maire UDF, Ceccaldi-Renaud, qui est aussi membre du conseil d'administration de l'hôpital, il avait affirmé en conseil municipal qu'il n'y aurait aucun licenciement à l'hôpital (ça se passe de commentaires).

Avec les travailleurs de l'hôpital de Dourdan :

— Tous unis !
— Solidarité !
— Non aux licenciements !

*Correspondance*

LOIS BARRE-BONNET-STOLERU

# Lois racistes et atteinte au droit de grève

### *Interview d'un militant du comité de soutien à Youssef Sassi et contre les projets de loi racistes (Martigues)*

**LA loi Bonnet qui permet l'expulsion des travailleurs immigrés qui ne sont pas en situation « régulière » ou qui troublent l'ordre public, n'est pas encore complètement votée au Parlement. Le décret d'application n'est pas encore passé... et pourtant, elle s'applique déjà. Telle cette expulsion d'une dizaine de travailleurs immigrés à Marseille, à la suite d'une grève. Depuis le printemps, la mobilisation se met en place avec des succès inégaux selon les régions et les périodes. C'est pourtant l'affaire de tous. Voici aujourd'hui la première partie d'une interview faite à Martigues, d'un membre d'un comité de lutte contre ces lois. Il explique l'origine du comité et ses difficultés à maintenir la mobilisation.**

*Question : Une dizaine de travailleurs immigrés viennent d'être expulsés à Marseille à la suite d'une grève. Vous avez dénoncé ces expulsions par tract, peux-tu donner votre position sur ces expulsions ?*

— Ce qui s'est passé aux Tuileries de Marseille est extrêmement grave. A la suite d'une grève victorieuse, le patron a fourni à la police une liste de travailleurs soi-disant en possession de faux papiers et la police est venue les arrêter. A ma connaissance, déjà une dizaine de ces travailleurs ont été expulsés sans passer devant aucune juridiction. On a assisté en avant-première à l'application de la loi Bonnet, alors qu'elle n'était pas définitivement adoptée (article 6 : expulsion pour falsification d'un titre de séjour ou entrée en France de manière irrégulière). Bien sûr, cela veut dire que le patron connaissait la situation de ces travailleur et que cela ne l'a pas gêné jusqu'au jour où il a eu besoin de riposter à leur lutte. On voit à cette occasion à quoi pourra servir la loi Bonnet : se débarrasser des travailleurs immigrés qui osent faire grève et tenter de museler par la peur leurs camarades. C'est une atteinte au droit de grève d'une partie de la classe ouvrière. C'est pourquoi nous avons largement fait connaître cette première application de la loi Bonnet.

*Question : Quelle est d'une manière plus générale, l'action de votre comité ? Comment envisage-t-il la lutte contre les lois Bonnet-Stoléru ?*

— Il faut d'abord rappeler que notre comité est né du soutien à Youssef Sassi. Youssef, qui est Tunisien, a été expulsé après avoir porté plainte contre la police de Marseille à la suite de mauvais traitements. Il faut dire aussi que Youssef était un militant syndicaliste CGT actif et aussi militant à la JOC. A ce titre, il avait déjà été une première fois l'objet de menaces d'expulsion qui étaient restées sans suite. Le comité a largement soutenu Youssef car il estimait que cela risquait de devenir un dangereux précédent. Le 28 juin 1979, trois mois après son passage devant la commission d'expulsion, Youssef a été véritablement enlevé en plein Martigues et immédiatement expulsé en Tunisie. Le comité fut agressé sur le marché de Martigues par la police le dimanche qui suivit l'enlèvement alors qu'il informait la population. Un de ses militants, Jacky Coulomb, directeur du centre social « Clair Soleil » fut arrêté. On a alors assisté à une des plus grosses mobilisations qu'ait connue Martigues. Chaque réunion du comité regroupait une soixantaine de personnes et une manifestation organisée par les syndicats et le comité a été la plus importante depuis 1968. Ce qui faisait bouger les gens c'était l'atteinte aux libertés démocratiques à Martigues : la police allait-elle pouvoir enlever en plein jour ? Serait-il toujours possible de prendre la parole sur le marché ?

Au mois de septembre, la mobilisation était retombée et le comité a connu des difficultés croissantes à regrouper autour du soutien à Youssef, jusqu'à un meeting organisé dans le courant du mois d'octobre et qui a été un semi-échec (une centaine de personnes ). A partir de là, et prenant exemple sur le collectif marseillais contre les projets de lois racistes, le comité a réorienté son action sur la dénonciation des lois Bonnet-Stoléru.

La discussion, entre autres avec des syndicalistes, a permis de dégager que les lois avaient surtout été dénoncées jusqu'à maintenant sous leur aspect raciste, atteintes aux libertés en général. Ces thèmes étaient peu susceptibles de mobiliser les travailleurs dans les entreprises, les milieux syndicaux d'entreprise. Par contre, ces lois représentent une très grave menace au doit de lutter sous toutes ses formes pour les travailleurs immigrés. Cet aspect devait être expliqué largement. C'est dans ce sens que notre comité a décidé de lancer une campagne d'explication sur les lois Bonnet-Stoléru, en faisant en particulier porter ses efforts en direction des syndicats d'entreprise. Dans ce but nous avons édité un petit document de quatre pages d'analyse des lois dont la conclusion est la suivante : *« Ces deux projets encouragent le racisme, aggravent la crise de l'emploi, portent gravement atteinte aux libertés, en particulier celle de lutter. En ce sens, ils visent non seulement les travailleurs immigrés, mais tous les travailleurs ».*

Nous en étions là quand nous avons appris la décision du collectif marseillais contre les projets de lois racistes d'organiser un colloque contre les lois racistes. Nous avons immédiatement décidé de nous associer à cette initiative. D'abord elle se place du point de vue que nous sommes entrés dans la période d'application des lois ce qui est notre avis, ce colloque devrait avoir pour but, en outres, de favoriser la rencontre et l'échange d'expériences de tous ceux qui se sentent concernés par l'immigration et la défense des libertés et veulent agir collectivement, approfondir leur réflexion : militants français-immigrés, syndicalistes, enseignants, travailleurs sociaux, juristes, journalistes, etc. ; d'étudier et de perfectionner l'argumentation antiraciste ; de créer les conditions d'une vigilance par rapport aux lois, de façon à favoriser les ripostes contre les différents aspects de la répression.

Ce colloque serait organisé par toutes les forces désireuses d'entreprendre unitairement ce projet.

*(A suivre)*

*Manifestation de travailleurs français-immigrés à Marseille en 1975.*

## Nucléaire en bref

### • «Interdictions professionnelles» chez Novatome

«Creusot-Loire est en train d'introduire dans notre pays la pratique des interdictions professionnelles pour délit d'opinion», déclare la CFDT de Novatome, société où Creusot-Loire est majoritaire, de même qu'à Framatome. Plusieurs cas de mutations disciplinaires ont été dénoncés par la CGT et la CFDT, lors d'une conférence de presse. Ainsi Jean Michel Gala, bombardé «chargé de mission» dans un secteur très différent de celui où il avait l'habitude de travailler. «Solidarité de l'encadrement avec les objectifs généraux de l'entreprise», telle est la consigne rappellé à plusieurs reprises par les directions du programme, en particulier avec l'affaire des fissures. Consigne qu'elles entendent bien, semble-t-il, faire respecter, en sanctionnant ceux qui ne s'y plieraient pas.

### • Golfech : bientôt deux cents fissures au dossier

Le défilé n'arrête pas, dans les «mairies annexes» des communes concernées par le projet de centrale nucléaire de Golfech (Tarn et Garonne). A quelques jours de la fin de l'enquête d'«utilité publique», les dossiers sont dans un piteux état, puisqu'on avoisine les 200 fissures, suite à l'intervention diligente des opposants au projet. Prudemment, la préfecture établit des doubles, au cas où les registres seraient difficilement présentables, et les services de police contrôlent l'identité des fissureurs. Y aura-t-il des poursuites ? Lundi après-midi, 35 opposants à la centrale du Pellerin, près de Nantes, passaient en procès pour des affrontements lors de l'enquête d'utilité publique concernant le Pellerin. Un car venant de Golfech était attendu à Nantes, Cherbourg. Les antinucléaires ont posé un grillage symbolique devant le Palais de Justice de la ville, pour protester contre les condamnations prononcées mardi dernier contre quinze d'entre-eux, accusés d'avoir arraché... le grillage de la centrale nucléaire de Flamanville.

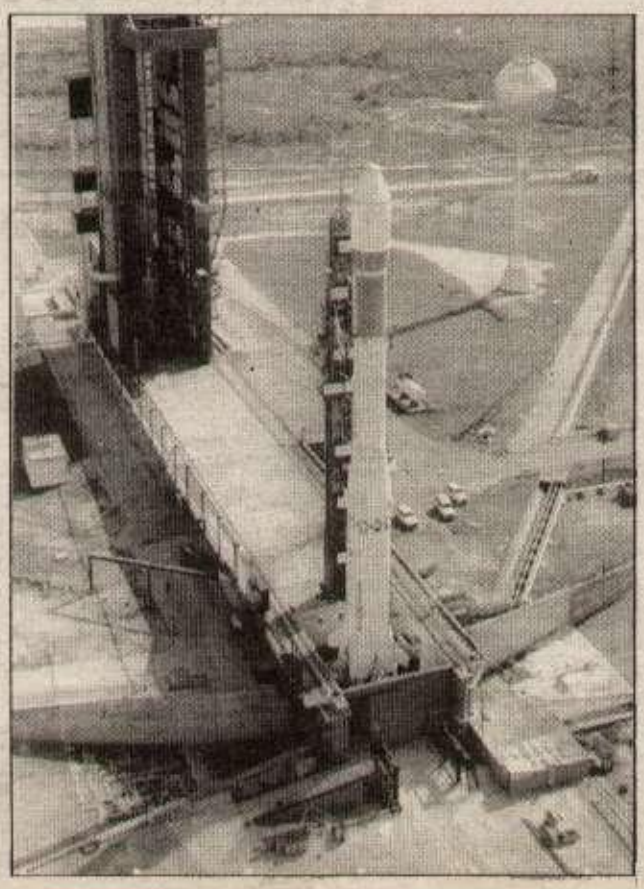
### • EDF : le paradoxe des turbines à fuel à côté de Flamanville

Chacun sait que depuis le fameux mardi noir de l'an dernier, l'EDF redoute une nouvelle grande panne. Pour résoudre ce problème, elle se heurte à une série de paradoxes. Ainsi, elle sait qu'en cas de délestage, la région de Caen sera une des plus touchées, parce qu'elle «importe» pratiquement toute son électricité. Or c'est une région où la consommation d'électricité se développe, entre autres raisons à cause de la construction de... la centrale nucléaire de Flamanville ! Et cette centrale ne sera en fonction qu'en 1985 ! Alors, il faut trouver une solution rapide. La seule qu'EDF ait trouvée, c'est d'installer des turbines fonctionnant au fuel. Et comme elle est pressée, elle ne peut même pas commander de grosses turbines, qui consommeraient quand même un peu moins : il faut trois ans d'attente, car Alsthom-Belfort ne les construit qu'à la commande. Alors, on est contraint de prendre de plus petites turbines, consommant 10 % de fuel en plus, allez voir pourquoi d'ailleurs. Enfin, autre défi à la logique capitaliste : ces turbines ne fonctionnent qu'en appoint, quelques heures par jour, et le prix de revient du kilowatt-heure est plus de trois fois et demie supérieur à celui produit par une centrale thermique au fuel classique...

### • 35 ans après, l'instruction de Touvier commence

Touvier, ancien chef de la milice lyonnaise, vivait tranquille en Savoie. Pompidou l'avait gracié, alors qu'il a été deux fois condamné à mort par contumace, pour des centaines de morts. Seuls ceux qui lui abandonnaient tous leurs biens avaient une chance d'échapper à la déportation ou aux fusillades «représailles». Une série de tribunaux se jugeaient incompétents, jusqu'en juiller dernier, où le dossier fut confié au juge Louis Chavanac, qui a commencé à entendre les premiers plaignants. Trente cinq ans après !

# ARIANE : PROCHAIN ESSAI DANS UNE DIZAINE DE JOURS ?



Jusqu'au dernier moment, tout s'était bien passé, si l'on excepte un retard d'une demi-heure dû à de mauvaises conditions météorologiques. Du Centre National d'Etudes Spatiales à Evry, le Président et son ministre de l'Industrie suivaient le compte à rebours... Soudain, à 15 heures 30 mn et 3 secondes, un voyant rouge fatidique s'allumait sur les écrans, à la base de Kourou. Ariane, qu'on croyait presque partie, était toujours là, au milieu de la fumée. L'essai était reporté...

Très vite, on apprenait que l'ordinateur avait décelé une anomalie de pression au niveau des moteurs du premier étage : un des 4 moteurs Vikings avait une pression de 5 kg au cm2, les 3 autres de 9 kg. Devant cette anomalie, les machoires qui retiennent la fusée ne se sont pas ouvertes, Ariane est restée sur son aire de lancement. L'ordinateur ne s'est-il pas trompé ? C'est une question que se posent les techniciens, et dont nous aurons la réponse d'ici quelques jours. En toute hypothèse, il semble malgré tout que si Ariane était partie, les risques étaient grands que des problèmes sérieux se manifestent.

En attendant un prochain essai, un énorme travail de préparation doit être effectué : vidanger les réservoirs d'hydrogène et d'oxygène liquide du troisième étage, les assécher, changer certaines pièces, tout recontrôler... Mais pour les techniciens de la base de Kourou, en Guyane, ce ratage n'est pas un véritable échec. Trois autres tirs étaient prévus. Sur les 4, il fallait absolument que deux soient complétement réussis, pour que d'un point de vue commercial, Ariane garde toutes ses chances...

**Voir notre dossier : «Ariane l'Européenne»**

## A l'occasion du 50e anniversaire de sa mort

# CLEMENCEAU, VOUS CONNAISSEZ ?

Clémenceau nous interpelle. Une riche bibliographie, récemment enrichie de plusieurs parutions, et le cinquantenaire de sa mort commémoré en ce moment même nous oblige à tenter d'expliquer ce regain d'intérêt pour le «Tigre».

Au Petit-Palais, une exposition organisée par la Société des Amis de Georges Clémenceau «retrace cinquante années de l'Histoire de France» à travers 450 documents et un montage audio-visuel. Cette exposition, qui est assez «scientifique» rencontre peu de succès. Au contraire, celle organisée dans le grand hall d'accès au RER du métro Châtelet par la RATP et le secrétariat aux Anciens Combattants voit s'arrêter passants et travailleurs. Là, de petites affichettes vulgarisatrices commentent l'activité politique de Georges Clémenceau.

### UN CLEMENCEAU MYTHIFIE

Il se dégage de ces expositions l'image d'un homme providentiel marqué par le destin qui, en 1865, *«pressentant qu'en France, la Démocratie va avoir son heure,* (...) *part aux Etats-Unis étudier la constitution».*

Après la Commune de 1871, montrée au Châtelet d'une manière caricaturale, on nous explique que la politique de Clémenceau fut *«rigoureuse, vive, hardie»* et qu'on commence à le nommer le «Tigre» vers les années 1880. Plus tard, il s'affronte avec Jaurès et une affiche précise : *«Deux hommes s'opposent mais pour un même idéal : une société nouvelle, équitable, généreuse».*

Lors de son passage au pouvoir, on nous présente le bilan suivant : *«Création d'un ministère du Travail* (...), *amélioration de la condition ouvrière* (...) . *Par sa fermeté il fait respecter l'autorité de l'Etat par les fonctionnaires. Apaise les révoltes du Midi. Endigue les grèves. Tout en faisant voter des lois sociales».* Le rôle de «Père la Victoire» viendra couronner cette collection d'images d'Epinal.

### UNE HISTOIRE DE FRANCE MYSTIFIEE

En fait, ce qui caractérise ces deux expositions c'est l'omission des réalités politiques et sociales de la IIIe République.

Ce que ne sauront jamais les travailleurs qui s'arrêtent à l'exposition du Châtelet, c'est qu'au commencement de la Commune de Paris Clémenceau fut un conciliateur bourgeois anti-Communard qui d'ailleurs faillit aller en prison en raison de son arrogance et, qu'objectivement, il se plaça donc aux côtés des Versaillais. Ce qu'on ne nous rappelle pas non plus c'est que Clémenceau fut «le premier flic de France» et qu'il brisa, entre 1906 et 1909, une fois parvenu à la tête du gouvernement, les mouvements sociaux par tous les moyens y compris la fusillade et la provocation (à Draveil, en 1908, lors d'une grève, il avait lui-même envoyé un provocateur et il y eut mort d'homme). Ce qu'on ne voit pas davantage, ce sont les conséquences de son intransigeance revancharde dans les négociations du Traité de Versailles (1919) : il porte une lourde responsabilité comme fauteur de guerre et, indirectement dans l'émergence du nazisme. Ce qu'on nous tait aussi, c'est, qu'ayant bien rempli son rôle de «Tigre social» comme défenseur de la bourgeoisie, cette dernière, ingrate, ne lui accorda pas la faveur d'une sinécure à la présidence de la République et le renvoya à ses chers travaux comme elle le fit plus tard pour De Gaulle.

**Emile-Victor SERIZIER**

### Grève dans les universités

**Le SNE-sup et le SGEN-CFDT appellent à la grève en ce début de semaine, pour protester contre la modification du mode d'élection des présidents d'université. Le Sénat devait examiner ce projet le 18 décembre. Une manifestation est prévue ce jour là à Paris.**

### Corse : condamnation contre radio-libre

**Mme Noëlle Vincenzini, responsable de *Radio-Balbuzard*, a été condamnée le 14 décembre, par le tribunal d'Ajaccio, à 5 000 F d'amende et à la saisie du matériel d'émission. *Radio-Balbuzard*, qui émettait une fois par semaine, s'était, comme son nom l'indique, spécialisée dans la défense écologique de la Corse. Le balbuzard est un oiseau en voie de disparition en Corse.**

AVANT L'ASSEMBLEE GENERALE DE CNPF

## Les patrons se plaignent des charges sociales

C'est ce mardi 18 décembre que se réunit l'Assemblée générale annuelle du CNPF. Confortés par trois années de plans Barre, les patrons y feront preuve d'un certain optimisme.

« *Nous sommes persuadés que tout n'est pas déterminé par l'environnement international. Ce qui compte, c'est la façon de réagir. La France peut, dans les années qui viennent, faire mieux que bien des pays* » disait Ceyrac, dimanche soir, au Club de la Presse d'Europe 1. Jugée « globalement positive », la politique gouvernementale souffre cependant, aux yeux des patrons, d'un petit défaut : « *Les charges sociales et fiscales demeurent trop fortes* » et il subsiste « *des aberrations* », telle que la taxe professionnelle. Le CNPF entend donc faire pression — et on sait les moyens qu'il possède pour cela — pour que les profits patronaux soient plus grands encore. « *Sinon nos difficultés pèseront en définitive sur tous les Français et donc sur les salaires* » a menacé Ceyrac. Le CNPF a, par ailleurs, décidé d'appuyer particulièrement quatre initiatives gouvernementales : les économies d'énergie, la priorité à l'agro-industrie, la relance du bâtiment, ... et le refus de toute augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs : « *Il faut veiller à ce que les salaires ne progressent ni plus lentement ni plus vite que les prix, et à ce que leur gestion soit individualisée* » précisait lundi matin, Chotard, vice-président.

## Regain de tension au PS

A l'approche de la convention nationale du PS sur le « projet socialiste », qui va se tenir à la mi-janvier, les partisans de Mitterrand font donner la grosse artillerie contre Rocard. Dans l'*Unité*, Jospin critique vivement un article de Rocard, accusé de tenir le même discours que Servan-Schreiber. Dans le *Nouvel-Observateur*, Pierre Joxe vient à la charge en termes encore plus nets : les propos de Maire constituent une manœuvre pour imposer au PS le choix de Rocard comme candidat. « *C'est une forte campagne qui est actuellement lancée*, écrit Joxe, *par toute sorte de milieux débordant largement la gauche et allant très loin à droite pour assassiner politiquement François Mitterrand et ainsi compromettre la stratégie politique choisie par le Parti socialiste. (...) Maire nous invite, après bien d'autres, à changer de candidat pour l'élection présidentielle comme Rocard nous invitait (...) à changer de ligne politique* ». Dans l'hebdomadaire, les propos d'Edmond Maire trouvent un défenseur en la personne de Jean Daniel qui consacre son éditorial à défendre l'intervention du secrétaire général de la CFDT.

## Motions de censure : c'est reparti

C'est ce lundi qu'étaient discutées — et rejetées — les motions de censure déposées par la gauche à la suite de la décision gouvernementale de poser la question de confiance. La discussion a été reportée à ce lundi 17 décembre, à la demande de l'opposition, soucieuse, a-t-elle dit, de ne pas contraindre le personnel de l'Assemblée à travailler pendant le week-end. Ce qui a également évité aux dits députés d'être contraints d'être présents le week-end pour voter la motion...

## Marchais en Pologne

Marchais est en visite officielle en Pologne. Il s'entretiendra notamment, a-t-il déclaré, du « *développement du socialisme* » dans ce pays et des dernières décisions de l'OTAN.

DIAMANTS DE GISCARD

## Démentis contradictoires

L'affaire des diamants semble préoccuper Giscard plus qu'il n'y paraît. Mardi dernier, il a convoqué quelques journalistes triés sur le volet — *France-Soir, l'Aurore, Le Figaro, France-Inter*, mais aussi *Le Monde* et *Le Nouvel Observateur* pour leur faire une confidence. « *Le premier document du* Canard *est un faux* » a dit en substance le président, avant de demander aux journalistes présents de ne pas le faire savoir...

Mais il y a eu des fuites... Des fuites, d'autant plus gênantes pour Giscard qu'un porte-parole autorisé de l'Elysée faisait savoir peu de temps après que les diamants dont fait état le « faux » document du *Canard* étaient entreposés au secrétariat général de la Présidence, et qu'ils seraient remis à des œuvres de bienfaisance « à la fin du septennat ».

Face à cette succession de démentis contradictoires, un seul fait demeure : les documents publiés par le *Canard enchaîné* » dès le 10 octobre et dont aucune preuve tangible n'est venue, à ce jour, remettre en doute la véracité.

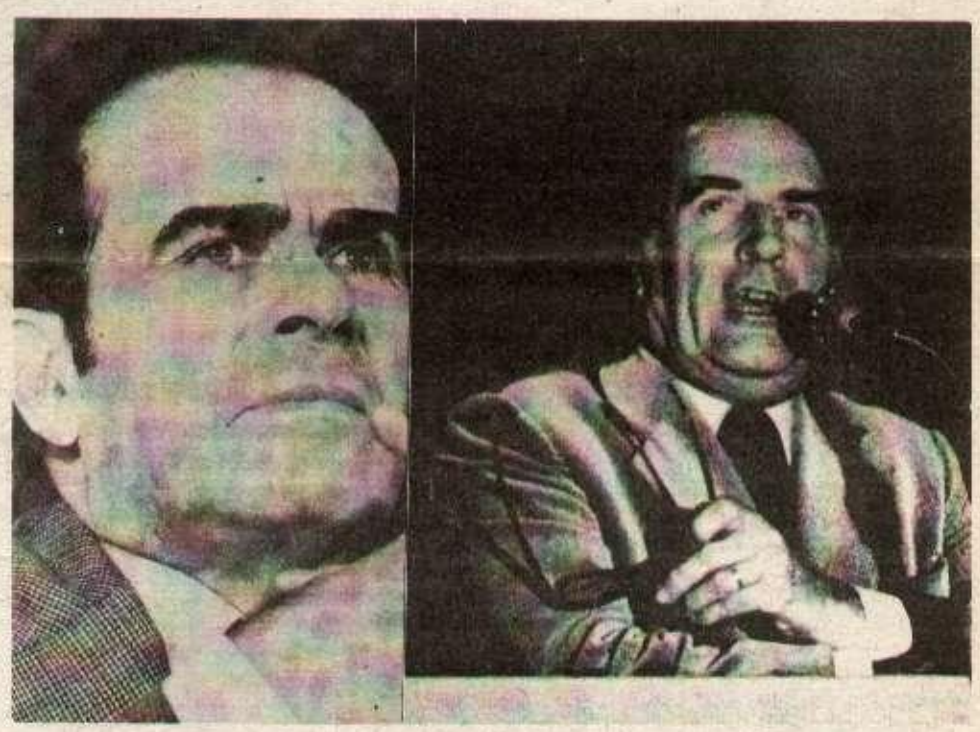
PCF-PS

# Quand Marchais propose l'unité de sommet à Mitterrand pour faire soutenir les conceptions de Brejnev sur le désarmement

**C'est mercredi que le Comité directeur du Parti socialiste se prononcera sur les propositions que lui faisait vendredi 14 décembre le Bureau politique du PCF *« pour que s'exprime immédiatement dans une puissante riposte unitaire la réponse de notre peuple à la décision de l'OTAN »*. Adressée en même temps au PSU, à la CGT, à la CFDT et à la FEN, cette proposition d'unité d'action au sommet est bien la première que Marchais adresse à Mitterrand depuis l'échec de l'Union de la gauche.**

**Dès maintenant, le PCF propose pour jeudi une manifestation de rue contre l'installation en Europe des missiles de l'OTAN.**

DEPUIS une semaine *L'Humanité* aura consacré à peu près toutes ses « unes » aux décisions de l'OTAN concernant la modernisation et le renforcement de son arsenal nucléaire en Europe occidentale. Lundi 10 décembre, c'était la publication par le quotidien du PCF d'une déclaration de son bureau politique intitulée « *Mettre en échec les boutefeux atlantiques* » ; le lendemain venait s'y ajouter une lettre de Marchais à Giscard lui réclamant d'œuvrer à la signature d'un « traité franco-soviétique de sécurité mutuelle ». Enfin, à la veille du week-end tombait l'appel « aux partis de gauche et aux organisations syndicales ». C'est dire qu'on a affaire, de la part des dirigeants du PCF à une campagne d'envergure sur le thème du désarmement. S'attachant de façon unilatérale aux initiatives américaines en ignorant la mise en place par les Soviétiques sur le théâtre européen de vecteurs nucléaires de plus en plus sophistiqués, l'orientation de cette campagne soulève bien des questions. Un de ses aspects les plus suspects étant l'amalgame pratiqué entre les potentiels nucléaires des deux superpuissances d'une part et de la France, de l'Angleterre ou de la Chine d'autre part. Chacun sait qu'il n'y a entre les uns et les autres aucune commune mesure et que les nécessaires mesures de réduction des armements doivent d'abord être le fait des superpuissances (et dans des proportions importantes) avant de pouvoir être une exigence s'appliquant aux autres.



Au total, la campagne menée par les dirigeants du PCF correspond en tout point par son orientation à la conception qu'ont les Soviétiques d'une limitation des armements qui laisse intacte leur supériorité militaire en Europe. Et l'un des buts manifeste qu'elle cherche à atteindre dans l'opinion publique c'est d'enrayer la prise de conscience qui s'effectue à propos des dangers que l'URSS fait peser sur la paix.

Pour mener à bien une telle campagne de propagande, le concours des socialistes apparait souhaitable aux dirigeants du PCF. En effet, une telle alliance assurerait d'une large audience les thèmes développés par Marchais en même temps qu'elle servirait à les dédouaner face aux accusations de prosoviétisme.

Ainsi, dans le même temps où les socialistes sont quotidiennement présentés comme « campant aux lisières de la droite », où l'unité d'action avec eux est dénoncée comme génératrice d'illusions et masquant la nature antipopulaire du PS, les dirigeatns du PCF n'hésitent à proposer à Mitterrand un accord de sommet.

Côté PS, quelle peut être la réaction ? Sans préjuger de la réponse que devrait fournir mercredi le comité directeur, on peut remarquer que le PS ainsi que les forces qui se situent dans sa mouvance n'ont eu dans la dernière période aucune prise de position face au social-impérialisme soviétique qui aurait pu décourager par avance l'initiative de Marchais. D'ailleurs, l'éditorial de *Riposte*, le bulletin quotidien du PS, indique en réponse, qu'une discussion « ferait apparaitre un large accord entre partis de gauche quand il s'agit du désarmement et de la paix ».

Dans son édition du 10 au 16 décembre, le *Nouvel Observateur* dont on connait les affinités avec le PS, répondait négativement à la question qu'il posait à la une : « *Guerre, faut-il avoir peur des Soviétiques ?* ». A croire l'éditorialiste Jean Daniel, l'idée que l'URSS prépare la guerre ne serait rien d'autre que « *la plus maladroite des mises en conditions* », une « *énormité* ».

Il ne faudrait pas croire que les dirigeants du PCF soient les seuls à vouloir entrainer les socialistes sur ces positions. Brejnev n'avait pas d'autre objectif lorsqu'il reçut à l'automne à Moscou, une délégation de l'Internationale socialiste à laquelle Lionel Jospin participait au nom du PS.

Quant à la conférence que viennent de tenir à Tihany en Hongrie les représentants de 29 PC d'Europe (le PCF y était représenté par Streiff, membre du CC) sur les « *questions actuelles des rapports avec les partis socialistes et sociaux-démocrates* », on peut se demander si elle n'a pas été surtout centrée sur les problèmes de la « détente » telle qu'elle est vue de Moscou.

Ces efforts soviétiques ne sont pas entièrement vains puisque l'on a pu constater à l'occasion du récent congrès du parti social-démocrate de RFA qu'une forte minorité de ce parti était largement acquise aux thèses de l'URSS en matière de détente.

En ce qui concerne l'initiative que vient de prendre le PCF vis-à-vis du PS, elle ne peut qu'accroitre les divisions et les tensions au sein de ce dernier. En effet, s'il existe au PS une tendance conciliatrice à l'égard de l'URSS — les militants du CERES n'hésitent pas à y discerner du socialisme — il existe également des forces qui y sont hostiles. Certains, par atlantisme, d'autres par vigilance légitime à l'égard des superpuissances. Mitterrand, en donnant sa réponse au PCF ironisait à demi-mot sur la singularité de cette démarche, qui, quant à la forme, se situe dans la plus pure tradition « Union de la gauche » : après deux ans de polémique à peu près ininterrompue avec le PS, les dirigeants du PCF n'hésitent pas à transgresser les principes qu'ils se sont eux-mêmes fixés et proposent l'unité au sommet sans préparation d'aucune sorte par une unité à la base. C'est sur un thème de politique étrangère qu'ils le font et avec l'objectif de soutenir l'URSS.

*Pierre MARCEAU*

# INTERNATIONAL

## Espagne : après l'assassinat de 2 étudiants par la police

# SUCCESSION DE MANIFESTATIONS

De nouvelles manifestations étudiantes ont eu lieu, à la fin de la semaine dernière, à Madrid et dans d'autres villes du pays, à la suite de l'assassinat, jeudi, par la police madrilène, de deux étudiants, José Luis Montanez et Emilio Martinez, qui avaient moins de 20 ans. Ils ont été tués au soir d'une journée de manifestation qui rassemblait plus de 50 000 étudiants pour s'opposer à la réforme universitaire mise en place par le gouvernement, et qui consacre le renforcement de la sélection. La plupart des universités étaient paralysées par la grève étudiante depuis déjà plus d'une semaine. L'autre manifestation qui se déroulait jeudi à Madrid, rassemblait plus de 100 000 travailleurs, notament à l'appel des «commissions ouvrières», que dirige le PCE, cette manifestation avait pour objet de protester contre une série de lois du travail, baptisées «statut du travailleur » soumises à la discussion des Cortès, l'assemblée des députés. Ces lois tendent notamment à favoriser la formation de syndicats de collaboration de classes, pour la «concertation» avec le patronat.

C'est, semble-t-il, lorsqu'un groupe d'étudiants a voulu rejoindre la manifestation des travailleurs, que la police a assassiné deux d'entre eux à coup de mitaillette.

### • Corée du Sud : les partisans de l'ancien dictateur reviennent en force

Le nouveau cabinet qui a été formé vendredi, à Séoul, en Corée du Sud, semble bien représenter, par sa composition, la «solution» que certains, réclamant la démocratisation de la société sud-coréenne, redoutaient, c'est-à-dire la poursuite du régime de Park Chung Hee sans Park Chung Hee. Alors que l'espoir d'une certaine libéralisation du régime, était né après la disparition du dictateur, ses partisans reviennent en force dans le nouveau gouvernement, notamment à des postes-clés, comme le ministère de la Défense et le ministère de l'Intérieur.

L'armée va sans doute avoir le contrôle effectif du pouvoir, mettant fin aux tentatives de cabinet civil qui étaient apparues après l'assassinat de Park. Cette situation témoigne du souci des milieux militaires de faire en sorte que la situation ne leur échappe pas, alors que les manifestations populaires pour la démocratie et la réunification de la Corée, s'étaient multipliées au Sud, ces derniers mois. A noter que ces évènements se produisent avec la présence maintenue d'une armée d'occupation américaine de plus de 40 000 hommes.

### • Italie : mesures exceptionnelles d'«ordre public»

A la suite des récents attentats, notamment ceux de Turin, au cours desquels un cadre et un surveillant de Fiat, ont été blessés par balles, aux jambes, le gouvernement italien que préside Francesco Cossiga a arrêté vendredi des mesures exceptionnelles d'«ordre public». Il s'agit du renforcement du dispositif policier dans les métropoles industrielles de Gênes, Turin et Milan, où des généraux de carabiniers se voient nommés préfets, tandis que le général Alberto Dalla Chiesa, spécialiste de la «lutte anti-terroriste», prend le commandement de 25 000 hommes pour l'Italie du nord.

Les autres mesures se situent sur le plan législatif. Parmi celles-ci, certaines sont particulièrement menaçantes pour les libertés démocratiques ; ainsi, celle qui permet désormais à la police judiciaire de faire des interrogatoires sans mandat, pendant quarante-huit heures, hors de la présence d'un magistrat et de l'avocat de la défense. Cette mesure figure avec d'autres dans un décret applicable immédiatement.

## Conférence ministérielle de l'OPEP à Caracas

# L'OPEP N'EST PAS UN «CLUB DE RICHES»

**La réunion des ministres de l'OPEP, ouverte lundi à Caracas, revêt une importance particulière dans le contexte actuel. Une nouvelle campagne d'intoxication visant à faire passer les pays producteurs pour les reponsables de la crise, bat son plein depuis plusieurs semaines. Tous les médias polarisent l'attention sur cette question : de combien sera la hausse cette fois-ci ? Si la question du réajustement du prix du pétrole ne manquera pas d'être abordée — suite à la décision de l'Arabie Saoudite, du Qatar, des Emirats et du Vénézuela, d'augmenter leurs prix, ce, trois jours avant l'ouverture du sommet — elle ne sera pas la seule. Remise à l'ordre du jour, par la décision de l'Iran de refuser le paiement du brut en dollars, une autre mesure, réclamée depuis 1975, par plusieurs pays de l'OPEP, celle qui consisterait à ne plus se baser exclusivement sur la monnaie américaine, pour fixer le prix du pétrole, sera examinée attentivement par les 13 membres de l'OPEP. Une autre proposition de l'Iran : augmenter le budget de l'OPEP consacré à l'aide aux pays du Tiers-Monde non-producteurs de pétrole, occupera sans doute une place importante dans la réunion de Caracas.**

**Le manque d'efforts des pays consommateurs pour réduire leur appétit de pétrole, pose également de graves problèmes aux pays producteurs, opposés à l'épuisement, au rythme actuel de leur source quasi-unique de richesse.**

**Caracas marquera-t-il une étape dans le renforcement non seulement de l'unité des pays producteurs, mais aussi de celle de l'ensemble du Tiers-Monde ? C'est une des questions auxquelles l'avenir immédiat apportera réponse.**

### «A QUELLE SAUCE VA NOUS MANGER L'OPEP»

Cette interrogation d'un expert sur une station radio, résume assez bien la campagne anti-OPEP déclanchée depuis un mois à travers les médias. Cette campagne a connu son apogée il y a quelques jours, lorsque la télévision nous a présenté une émission catastrophe, imitation d'un journal télévisé de 1982, au cours duquel on nous a annoncé que les pays producteurs suspendaient leurs approvisionnements en pétrole ! Rien n'aura été épargné pour créer un climat de peur, parmi les consommateurs, pour mieux détourner leur regard des responsabilités des grands pays capitalistes industrialisés et des profits fabuleux — qui ont connu une très forte croissance ces derniers mois — réalisés par les compagnies pétrolières. Car c'est bien là que résident en partie les raisons d'une nouvelle hausse du pétrole. A noter par exemple que s'est créé ces derniers mois un véritable fossé entre les prix pratiqués par l'OPEP et ceux du *«marché libre»* contrôlé par les *«majors»* (EXXON, ESSO, BP, etc...). Les pays-producteurs, retrouvent, par ce mécanisme, le baril de pétrole qu'ils ont vendu 21 dollars, au prix de 42 dollars sur le marché libre de Rotterdam. La différence va directement dans la poche des grandes compagnies, qui n'hésitent pas à combattre la perspective d'une des augmentations de l'OPEP.

### LE DOLLAR SUR LA SELETTE

La décision de l'Iran de renoncer au dollar comme moyen de paiement de ses exportations de pétrole constitue une donnée nouvelle pour rouvrir à la conférence de Caracas, le dossier du projet de *fixation* du prix du pétrole sur la base d'un panier de monnaies. Le Président mexicain, bien que son pays ne fasse pas partie de l'OPEP, résume assez bien les préoccupations de l'ensemble des pays producteurs dans ce domaine : *«Les pays exportateurs de pétrole, dont le Mexique, vont réfléchir à deux fois avant d'extraire des matières premières pour les convertir en une valeur dévaluable, comme le dollar»*.

### CONTRE L'EPUISEMENT

Plus que jamais les pays producteurs se montrent préoccupés de l'épuisement rapide de leurs richesses pétrolières. La nécessité apparait de plus en plus nette pour les pays de planifier l'exportation de leurs réserves pétrolières en fonction de leurs programmes d'industrialisation et de développement économique. Le 5 décembre dernier, le ministre iranien du pétrole, Mr Moinfar déclarait à l'AFP : *«Nous ne voulons pas épuiser nos ressources pour faire marcher l'économie des pays développés. A eux de lutter davantage contre le gaspillage de l'énergie»*. Certains membres de l'OPEP (Arabie Saoudite, Qatar, Emirats) ont maintenu en effet, une production élevée, bien au-delà de leurs besoins réels, afin de répondre à la demande croissante des pays consommateurs. A plusieurs reprises l'OPEP a tiré la sonnette d'alarme, mettant les pays occidentaux devant leurs responsabilités, pour remédier à l'épuisement rapide de leurs richesses, et pour peser du même coup en faveur d'une revalorisation du prix du pétrole.

Ils ont proposé notamment une diminution de la consommation, la recherche et l'utilisation d'énergies nouvelles ainsi que le développement de la prospection pétrolière. Dans l'ensemble comme on a pu le constater à la récente réunion de l'Agence Internationale de l'énergie, réunissant les grands pays occidentaux, consommateurs, moins la France (et créée par Kissinger en 1974), de très faibles résultats ont été obtenus dans la décision de réduction de la consommation globale de pétrole, quant à l'exploration s'il est vrai que les pays occidentaux y consacrent des fonds importants, ils privilégient désormais la prospection en Europe et dans des régions qui sont sous leur contrôle. La recherche pétrolière dans le Tiers-Monde est à peu près arrêtée depuis 6 ans. Alors que la Grande-Bretagne se montre soucieuse de ne pas épuiser son pétrole comme le montre la position prise par Margaret Thatcher dans la CEE, on n'admet pas que l'OPEP en fasse autant. Aussi, «l'après-pétrole» fait partie des préoccupations prioritaires des pays de l'OPEP.

### OPEP CONTRE «QUART-MONDE» ?

La lutte menée par les pays producteurs ne peut être dissociée de celle menée par l'ensemble des pays du Tiers-Monde contre l'impérialisme . Les tentatives de division de la part des pays impérialistes, à la CNUCED, pour monter les uns contre les autres pays producteurs de pétrole et pays non producteurs du Tiers-Monde, désignés parfois comme le «quart-monde», s'appuyaient sur des contradictions réelles existant entre ces deux catégories de pays. Mais, elles visaient à exploiter, à renforcer celles-ci en faisant obstacle aux efforts faits par ces pays pour développer leur solidarité et leur coopération en matière de développement, d'industrialisation, comme l'a souligné le programme «intégré» d'Arusha, qui s'est fixé pour objectif la multiplication des échanges et des aides entre pays du Tiers-Monde. Les tentatives de division de la part des pays impérialistes ne peuvent masquer certains faits. Par exemple, les chiffres l'indiquent clairement : alors que les 17 grands pays industriels d'Occident ne consacrent que 0,35 % de leur PNB (Produit National Brut), à l'aide aux pays du Tiers-Monde, les 13 pays de l'OPEP y consacrent eux 1,11 %. L'OPEP n'est pas un «club de riches» mais elle fait partie intégrante du Tiers-Monde dont elle constitue un instrument de lutte efficace, y compris par la valeur d'exemple qu'elle a eu, en encourageant l'ensemble des pays du Tiers-Monde, producteurs de matières premières à mieux résister à la politique de pillage impérialiste.

**Frank ROUSSEL**

### Quelques vérités

La compagnie française des pétroles pour le premier semestre 1979 a réalisé la bagatelle de 221 milliards d'anciens francs de bénéfice. Ce qui est relativement limité comparé à certaines compagnies américaines comme EXXON qui augmente ses profits de 211 %, Standard Oil d'Ohio de 191 %, ou Mobil de 131 %. Les grands Etats industrialisés, qui laissent agir ainsi les grandes compagnies, prélèvent en même temps des taxes énormes sur le prix de l'essence et du fuel ; il faut rappeller qu'en France, l'Etat perçoit 70 % du prix d'un litre d'essence. Alors qu'on parle volontiers de l'enrichissement des pays producteurs, le baril de pétrole à 23,5 dollars, permet aujourd'hui d'acheter moins de marchandises que le baril de 1974 vendu à 12,5 dollars. En effet, les hausses répétées décidées par les pays producteurs de pétrole ne suffisent même pas à compenser l'augmentation des prix des produits manufacturés achetés par ces pays aux grands pays industrialisés, consommateurs de pétrole. De même, la valeur de la monnaie d'échange ne cesse de se déprécier. Aussi, 9 pays sur les 13 membres de l'OPEP sont endettés et seule une petite minorité de pays à faible démographie (Arabie Saoudite, Koweit) disposent d'un excédent monétaire.

# LE PEUPLE KHMER SUR LES ROUTES

# «Ils sont tous des réfugiés»

*Une des jeunes filles du village de la zone libérée tenue par les « Khmers rouges ». Comme la plupart des 400 autres villageois, elle a parcouru environ 350 km pour fuir l'avance vietnamienne*

**Voici la suite du reportage du journal norvégien *Klasskampen* dans un village des zones libérées du Cambodge.**

**Le problème des réfugiés du Cambodge n'est pas correctement décrit en Occident : nous connaissons bien les conditions critiques des réfugiés qui sont venus en Thaïlande. Mais ce n'est qu'une minorité. La majorité de ceux qui ont fui leurs maisons pour échapper aux Vietnamiens sont encore au Cambodge. Depuis la chute de Phnom Penh le 7 janvier, c'est comme si une majorité de Cambodgiens étaient réfugiés dans leur propre pays.**

QUELQUES-uns ont fui sous la domination de «l'Angkar» — l'organisation omniprésente, responsable de tout, sous Pol Pot. «Angkar» est l'appellation habituelle pour désigner le Parti et les autorités. En Occident, les gens parlent des « Khmers rouges ». Au Cambodge, on dit « être avec l'Angkar ». Ce qui ne veut pas dire être membre du Parti. Mais ça exprime à qui vous êtes fidèle.

L'Angkar a organisé l'évacuation de Phnom Penh, de Takeo, des endroits détruits par les Vietnamiens. Mais les Vietnamiens sont arrivés tellement vite qu'il a été impossible d'évacuer tout le monde. Quelques-uns se sont enfuis par eux-mêmes. D'autres n'ont pas pu se sauver.

## SUR DES BEQUILLES, A TRAVERS LA JUNGLE

Le train de malades des hôpitaux de Phnom Penh est tombé aux mains des Vietnamiens, à leur arrivée à Battambang. Nous avons rencontré l'un des survivants. Avec une jambe amputée au-dessus du genou, il a marché sur des béquilles, à travers la jungle vers le Sud jusqu'à la frontière thaï. La distance est d'au moins cent kilomètres. Une explication communément donnée pour expliquer les masses de gens errant sur les routes après l'invasion vietnamienne, c'est que les gens essayaient de retrouver leurs proches et leurs amis qu'ils n'avaient pas vus depuis avril 1975. Mais aucun des Cambodgiens que nous avons rencontrés, n'a donné cette explication. Ils ont fui *« pour échapper aux Vietnamiens »*. C'était leur motif, indépendamment de leurs opinions sur Pol Pot.

## OBLIGÉS DE REVENIR

Autant que possible, ils ont essayé de rester à l'intérieur des frontières de leur patrie. Mais les centaines de milliers de personnes qui sont arrivées dans la région frontalière occidentale entre la Thaïlande et le Cambodge ont trouvé un territoire qui, du côté cambodgien, était inhabité et presque inhabitable.

A différentes occasions, des dizaines de milliers de gens ont dû traverser la frontière vers la Thaïlande, pour échapper à l'artillerie vietnamienne. Ils étaient dépendants de la population thaïlandaise pour leur approvisionnement. La première réaction des autorités thaï a été de les emmener par bus et par camions dans un endroit momentanément paisible et de les forcer à rentrer au Cambodge. Certains sont rentrés volontairement. D'autres contre leur vœu. Mais aucun n'avait le choix.

## LE NOUVEAU CHOIX

Pour diverses raisons, la Thaïlande a suivi une nouvelle politique à partir d'octobre. Une série de camps a été établie le long de la frontière et ils n'ont plus été obligés de rentrer au Camodge. Mais les Vietnamiens ont tiré à l'artillerie sur quelques-uns de ces camps. Alors la Thaïlande a décidé de construire des « centres d'émigrants illégaux » à distance de la frontière. Le premier est celui de Sa Kaeo, un village à 60 km de la frontière. Le camp de Sa Kaeo est le camp de l'horreur au delà de tout ce qu'on peut imaginer.

C'est le camp que visitent les reporters et les politiciens américains en mal de suffrages.

Les habitants de Sa Kaeo viennent de deux camps situés au sud de la ville-frontière d'Aranyaprathet : Ban Klong Wah et Ban Khlang Kaithuan. Tous les deux étaient peuplés de *Khmers rouges* c'est-à-dire de civils fidèles au gouvernement de Pol Pot. Ils avaient le choix suivant : ou bien aller à Sa Kaeo ou bien rentrer au Cambodge.

La majorité a décidé de rentrer au Cambodge. Trente mille ont accepté le transport jusqu'à Sa Kaeo. Quelques jours plus tard, environ un millier d'autres les ont rejoints, envoyés par l'Angkar parce qu'ils étaient malades et parce que l'Angkar ne pouvait pas leur donner de médicaments ni de traitement médical.

Parmi les spectateurs du meeting de masse dans l'un des camps, auquel assistaient plus de trente mille personnes, se trouvait un photographe de presse japonais qui devint notre ami. Il nous a dit que le meeting avait décidé de laisser à chaque famille le soin de prendre sa propre décision.

## « UN MORCEAU DE PAIX »

Donc, la majorité est rentrée dans sa patrie. Ils ont construit des hameaux de huttes, sur une étroite bande de terre le long de la frontière. Cette bande doit faire à peu près 80 kilomètres de long et 10 kilomètres de large. Au-delà, s'étend la zone de guérilla.

En Thaïlande, à côté des gros camps, il y a aussi un nombre incalculable de petits campements du côté thaï, au sud d'Aranyaprathet. Quelques uns sont encore là. D'autres sont brûlés. Mais la plupart des gens sont de l'autre côté, au Cambodge.

A 80 kilomètres, au sud d'Aranyaprathet, dans le village frontalier thaï de Ban Laem, le même choix attend 11 000 réfugiés : de nouveaux camps de l'horreur en Thaïlande ou le retour forcé au Cambodge. Ici, les réfugiés nous racontent que chaque nuit, ils entendent les tirs et l'artillerie. Quelquefois, « la bande de paix » est seulement de quelques centaines de mètres de large. Et le but des Vietnamiens est de la rendre aussi étroite que possible.

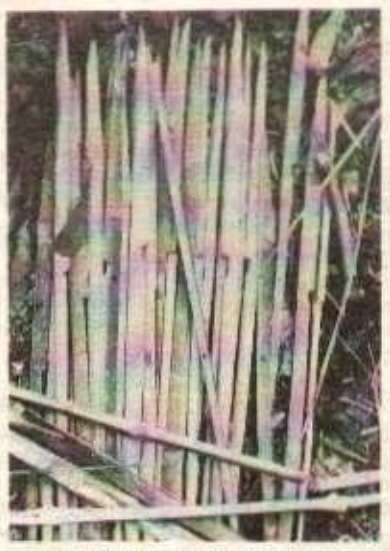
## DES « ÉMIGRANTS ILLÉGAUX »

Du point de vue légal, il n'y a en fait pas de réfugiés dans ces régions frontalières. Ceux qui vivent dans la jungle inhabitable, dans leur propre pays, ne sont pas des réfugiés. Ils n'ont pas traversé une frontière internationale. Mais ceux qui ont été « acceptés » par la Thaïlande ne sont pas non plus des réfugiés. Ils sont classés comme « émigrants illégaux ». C'est une question ouverte de savoir s'ils pourront être placés sous la protection de l'ONU et être reconnus comme ce qu'ils sont en fait, c'est-à-dire des réfugiés. Jusqu'à ce qu'ils obtiennent la reconnaissance internationale, ils pensent à tous moments être refoulés par les militaires thaïlandais qui les gardent derrière des fils de fer barbelés.

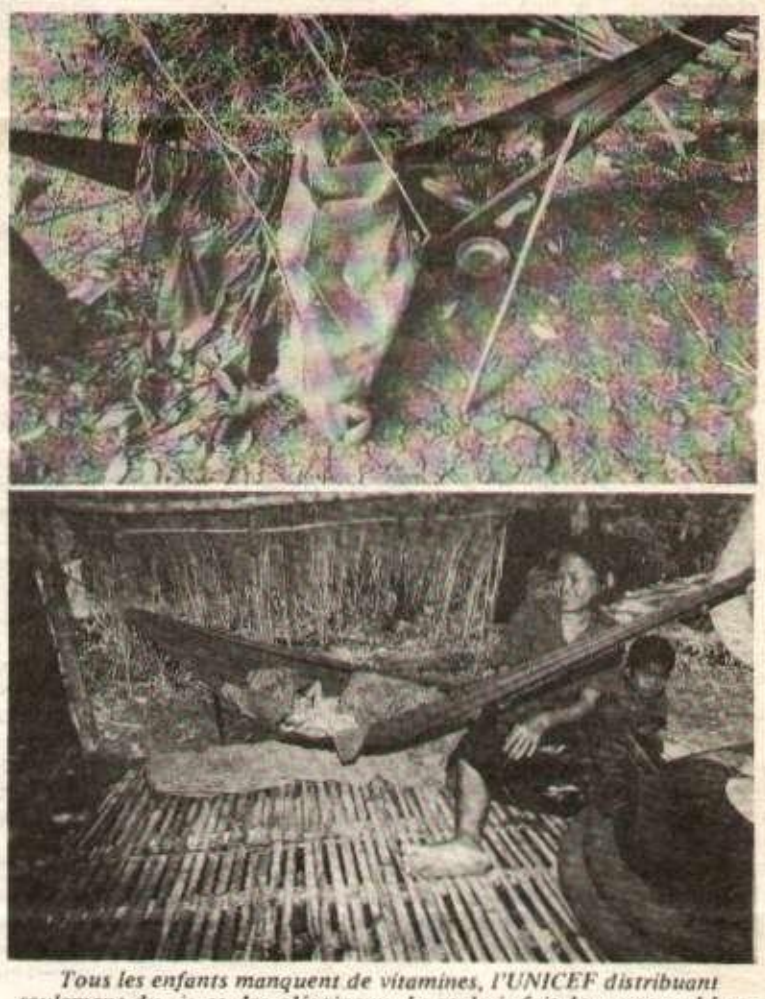
A Aranyaprathet, il y a 13 réfugiés reconnus, des supporters de Lon Nol qui sont venus pendant l'été 1975. Leur camp est un petit village confortable, mal vu des paysans pauvres thaïlandais de la région qui ne comprennent pas pourquoi des réfugiés vivent mieux qu'eux. A l'égard des « émigrants illégaux » il n'existe pas de tel ressentiment.

*Erick ROSSEN*

*Côté thaïlandais, les reporters de « Klassekampen » ont traversé des camps de réfugiés abandonnés. Ci-dessus, le cadavre d'un Cambodgien. L'exode, c'est aussi l'horreur et la mort.*



*Les 400 villageois aident la résistance qui combat à quelques kilomètres de là, en taillant des pics de bambou qui garniront les pièges tendus à l'armée vietnamienne.*



*Tous les enfants manquent de vitamines, l'UNICEF distribuant seulement du riz et des oléagineux. La malaria fait des ravages. L'exode, c'est encore la misère, le dénuement, la mort pour les bébés trop faibles*

*Parmi les jeunes femmes de ce village de civils, cinq vont travailler, côté thaïlandais, pour le compte d'un fermier. Surexploitées et payées moitié moins qu'un travailleur thaïlandais, elles sont également soumises aux pressions des recruteurs de bordels de la capitale thaï, qui leur font miroiter un avenir « heureux ». Etant donné leur dénuement actuel, certaines sont parties pour les « salons de massages ». Celles-ci refusent.*

le quotidien du peuple

# PETROLE : LE «DIALOGUE» ET L'EPOUVANTAIL

## Deux types de propagande

**Une fois de plus, le pétrole se trouve accusé de tous les maux du ciel et de la terre. *«Or et pétrole en folie»*, titre *France-Soir-Dimanche*, qui annonce *«des conséquences très graves»*. Dramatisation d'un côté, annonce de vaches maigres pour les «consommateurs» ; du côté des déclarations gouvernementales, on affirme à l'inverse une volonté de «dialogue» avec les pays producteurs, et on laisse entendre que le «choc pétrolier» pourrait être surmonté. On assiste ainsi à la curieuse juxtaposition de deux types de langage, l'un, officiel, qui s'adresse en termes réalistes et conciliants aux pays producteurs, l'autre, celui de la presse aux ordres, qui assène des «idées» grossières, tendant à justifier les mesures d'austérité qui se préparent.**

Dans les milieux gouvernementaux, on semble s'être fait à l'idée que la revendication des pays producteurs pour obtenir un plus juste prix de leur matières premières était un fait irréversible. Le temps de la canonnière est révolu pour l'impérialisme français, et celui-ci ne peut que développer une politique de conciliation envers les pays producteurs, notamment en jouant sur les liens entretenus au Moyen-Orient par l'effet de la prudence de la politique extérieure française dans cette région. Parallèlement à cette attitude qu'adoptent, contraints et forcés, nos gouvernants, une grande partie de la presse se déchaîne, et retrouve les accents les plus colonialistes qu'on ait pu entendre depuis la première forte hausse du pétrole, en 1973.

### FOLIE

Tout y est : d'abord la folie, entendez celle des pays producteurs : *«Fou, vertigineux»*, commente *France - Soir - Dimanche* pour parler de la hausse de l'or, qu'elle impute aux mesures annoncées sur le prix du pétrole. «Folie», «fièvre», tout un vocabulaire qui tend à créer l'affolement. La presse Hersant monte sur ses grands chevaux (d'assaut) pour contempler le champ de bataille. C'est *«le coup de massue»*, selon *France-Soir*. *France-Soir-Dimanche* monte d'un cran pour évoquer *«la guerre du pétrole»*. C'est l'unanimité pour prévoir des conséquences économiques catastrophiques : *«Le pétrole prend peu à peu l'allure d'une avalanche qui risque de saccager les économies des pays occidentaux»*, écrit *France-Soir*, qui prévoit comme *«conséquence pour les consommateurs une hausse de 6 à 8 centimes par litre sur tous les produits pétroliers en février»*. *Le Journal du Dimanche* évoque le sort de *«L'Occident consommateur d'énergie»* qui va se trouver *«suspendu aux lèvres de treize hommes : les ministres du Pétrole des pays membres de l'OPEP»*. Le même organe de presse manie la démagogie la plus facile pour parler des *«somptueux salons de l'hôtel Tamaco»*, où se déroule la conférence. *Le Matin* se réjouit de ce qu'il n'y ait pas de rupture d'approvisionnement *«qui aurait certainement porté un rude coup à l'économie des pays industrialisés»*.

Pas un mot dans tout celà, sur la baisse des revenus des pays pétroliers à la suite de la chute du dollar . Ces mêmes organes de presse ont «oublié» la hausse des profits des compagnies pétrolières (+700%). Tout au plus *Le Journal du Dimanche* évoque-t-il de façon fugitive la pratique qui consiste à augmenter, en France, le prix des produits pétroliers avant les hausses : *«Le pétrole payé au nouveau prix aux pays producteurs sera encore en mer lorsque les hausses vous seront appliquées»*. Cette soudaine franchise contraste avec les conclusions du même article : *«Quoi qu'il en soit, pour l'Occident, l'impératif demeure, pour des années encore, l'économie. Les trois quarts des Français en sont partisans. Quant aux hausses, plus de la moitié semble s'être fait une raison»*.

### DES EXPERTS PLUS SEREINS

La presse de droite utilise donc à plein l'arme du pétrole comme thème de consensus. Des hausses catastrophiques «nous» sont imposées, elles vont rendre fragile «notre» économie déjà peu florissante : il est donc urgent de nous serrer la ceinture. Au moment où ces gens entonnent ce scénario de film-catastrophe, un rapport présenté au Conseil économique et social estime, en revanche, qu'une récession économique en 1980 *«n'est pas inéluctable»*,. en particulier parce que la situation des entreprises n'est pas la même aujourd'hui qu'en 1973 : celles-ci, dont les profits se sont gonflés après trois ans de barrisme, sont à même de supporter la hausse. Voilà qui est un peu contradictoire avec les propos outranciers de certains. Mais qu'importent les faits : l'idée de la nécessité de l'austérité continuera à être rebattue pendant les semaines qui viennent.

**François NOLET**

### CUBA

**Deux ministres cubains, le ministre des Transports Antonio Enrique Lusson Battle, et le ministre de la Santé, Jose Guttierez Muniz, ont été destitués de leurs fonctions.**

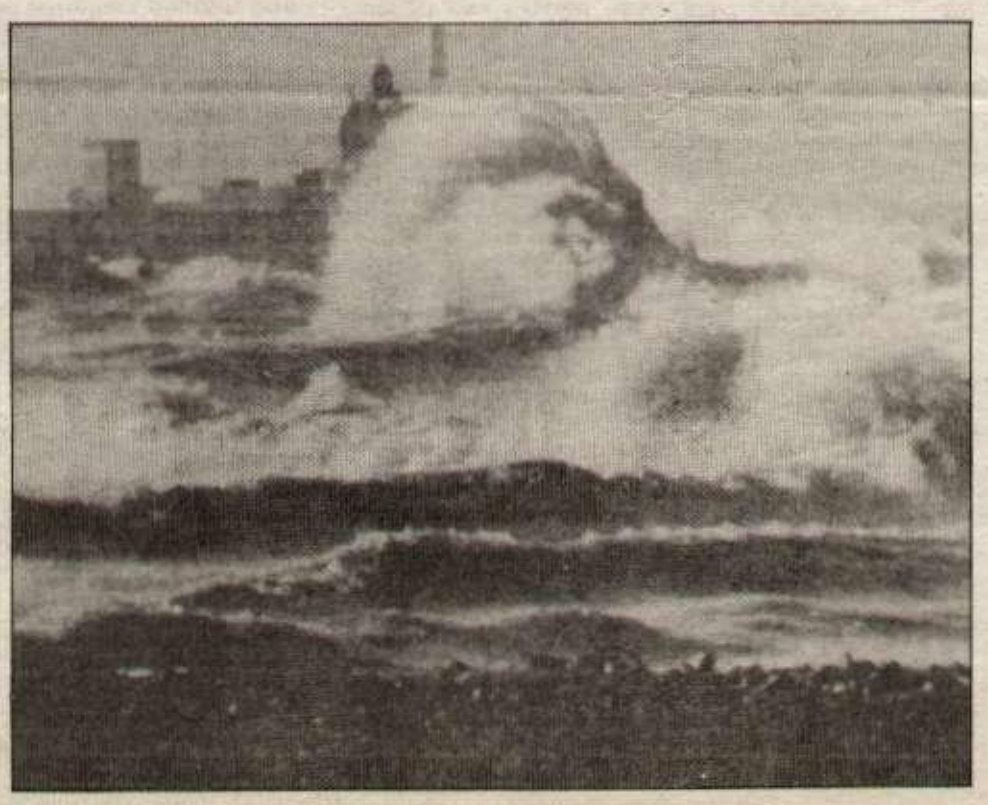
# TEMPÊTE SUR L'EUROPE OCCIDENTALE

Une tempte très violente a provoqué de nombreuses victimes et des dégâts sur les côtes européennes de l'Atlantique ce week-end.

On a enregistré des vents soufflant à plus de 160 km/h et des creux en mer de 12 à 15 mètres. Un chalutier a coulé samedi au large des Sables d'Olonne. Le corps d'un seul des 5 marins a été retrouvé. Au large d'Ouessant, un cargo danois a pu être secouru par un remorqueur, mais l'un de ses hommes avait été enlevé par une lame.

Sur les côtes de Galicie (Espagne), un pétrolier transportant 18 000 tonnes menaçait les côtes de pollution. Les autorités espagnoles ont demandé qu' il soit remorqué non vers les côtes mais vers le large. Un autre pétrolier s'est échoué au large de la Cornouailles britannique. Ses 2 000 tonnes d'hydrocarbure menacent de polluer.

D'autres chalutiers sont portés disparus. En France, la même tempête a fait également des victimes et des dégâts notamment dans les Pays de Loire et de Vendée.



## • L'ex-Shah à Panama

L'ancien souverain iranien a quitté samedi les Etats-Unis pour Panama. Le gouvernement américain cherchait désespérément à se débarrasser de cet hôte encombrant. Il semble que le gouvernement panaméen ait accepté dans la mesure où il n'entretient pas de relations diplomatiques avec l'Iran, et n'en importe pas de pétrole. Les milieux politiques américains ne pensent pas que le départ de l'ex-Shah contribuera à régler le problème des otages.

## • Attentat sioniste à Chypre

Un membre de la délégation de l'OLP à Nicosie, et un membre du Fatah de passage, ont été assassinés samedi à Nicosie. Ils ont été abattus par des tireurs postés dans une voiture. Un dirigeant important du Fatah avait déjà été assassiné à Nicosie en janvier dernier, ainsi que ses cinq gardes du corps.

## • Irlande du Nord

Cinq soldats britanniques ont été abattus dimanche en Irlande du Nord. A Dungannon, quatre soldats ont été tués par l'explosion d'une mine, qui a projeté leur véhicule hors de la route. L'Ira provisoire a revendiqué l'attentat. Dans le village de Forkhill, un cinquième soldat britannique a trouvé la mort par l'explosion d'une bombe au cours d'une patrouille à pied. Depuis le début de l'année, l'armée britannique a perdu 37 hommes.

## • Etudiants étrangers

Le Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER) a donné son accord pour la mise en œuvre des projets gouvernementaux concernant les conditions d'inscription des étudiants étrangers dans les universités françaises. Le SGEN-CFDT indique qu'il s'agit de «mettre un frein décisif à l'inscription des étudiants étrangers n'offrant pas toutes garanties politiques et pédagogiques».

## • Scandale en Grande-Bretagne

Un nouveau scandale Profumo secoue la classe politique britannique. Winston Churchill, petit-fils du personnage historique du même nom, a reconnu entretenir une liaison avec Mme (divorcée) Soraya Khashoggi, également ex-épouse de l'ex-shah d'Iran. L'affaire prend une dimension politique dans la mesure où Churchill avait été, de 1976 à 1978, responsable des questions de défense du parti conservateur ; l'ex-mari de sa maîtresse, pour sa part, fait commerce d'armes, et avait été mêlé à l'affaire des pots-de-vin de la Lockheed. D'où l'intérêt des services de sécurité britannique pour l'affaire.

le quotidien du peuple

- Directeur politique ..... Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières ..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints ..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lermet
- Section politique ..... Nicolas Duvallois
- Section internationale ..... Jean-Paul Gay
- Section informations générales .... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction ..... Hélène Roussillon

**Le Quotidien du Peuple**
**Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19**
**Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J**
**CCP N°23 132 48 F - Paris**
**Directeur de Publication : Y. Chevet**
**Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP**
**Commission Paritaire : 56 942**